

# COMITE POUR L'UNITE - EENHEIDSCOMITE

contact: Y.Eeckman, rue G.Raeymaekersstraat 13, 1030 B - 0497/990.254 - [yves.eeckman@skynet.be](mailto:yves.eeckman@skynet.be)  
[www.comiteunite-eenheidscomite.be](http://www.comiteunite-eenheidscomite.be)

## **Le gouvernement Leterme menace nos conquêtes sociales fédérales (Sécurité sociale, droit du travail, conventions collectives, etc)**

Le 15 décembre 2007, nous étions 25.000 à manifester à Bruxelles, à l'appel de nos organisations syndicales, pour défendre le pouvoir d'achat et l'unité de la Sécurité sociale.

Quelle est la réponse du gouvernement Leterme à ces revendications ? Tout le contraire. Non seulement, il ne répond nullement à la colère des salariés et des allocataires sociaux face à la montée du coût de la vie. Mais en plus, il menace les droits des chômeurs et des pensionnés, de même que les conditions de travail via l'extension de la flexibilité. Face à cela, de nombreuses et significatives grèves éclatent, tant au Nord qu'au Sud du pays, pour réclamer plus de pouvoir d'achat par l'augmentation du salaire brut et de meilleures conditions de travail. Pouvoir d'achat et défense des conquêtes sociales fédérales (qui appartiennent aux seuls travailleurs) ne font qu'un seul et même combat des travailleurs de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles unis dans leurs organisations syndicales.

Mais dans le même temps, le FMI, l'OCDE, l'Union Européenne n'ont cessé de marteler que la Belgique doit faire des efforts et des «réformes» conséquentes (dont la remise en cause de l'index, des services publics, etc) pour aboutir à un surplus budgétaire dès 2008. Et dans ce contexte, la régionalisation des conquêtes sociales fédérales est un moyen que voudrait utiliser le gouvernement Leterme pour les remettre en cause.

Comme le soulignent Anne Demelenne et Rudy De Leeuw, Secrétaire Générale et Président de la FGTB :

### **«Le pire peut encore venir » !**

En éditorial de *Syndicats* (journal de la FGTB) du 21 mars, ils précisent : «*le deuxième paquet des réformes institutionnelles risque de nous mener encore plus loin si l'on touche comme annoncé à la sécurité sociale fédérale, au droit du travail et au marché de l'emploi ainsi qu'à la fiscalité des entreprises* ».

Abondant dans le même sens, Erwin De Deyn et Myriam Delmée, respectivement Président et Vice-présidente du SETCa fédéral, remarquent, à propos du deuxième paquet (*Syndicats*, 7 mars 2008) :

*«Celui-ci devrait être modalisé avant les vacances parlementaires d'été. Les aspects concernés sont déjà balisés. La régionalisation de la politique au niveau du marché du travail, de la santé et de la famille sera abordée à la table de négociations. Et la régionalisation fera rapidement place à une privatisation. Ici aussi, l'on jette de la poudre aux yeux de la population en affirmant que la solidarité interpersonnelle ne sera pas remise en question. Les défenseurs du maintien du caractère fédéral de la sécurité sociale devront s'accrocher pour aller à l'encontre des mesures qui seront prévues. La FGTB doit prendre l'initiative en la matière.»*

### **Ils ont raison : «la FGTB doit prendre l'initiative » !**

C'est ce qu'elle a fait à la fin de l'année passée, ce qui a conduit à la manifestation en front commun du 15 décembre 2007. N'est-il pas l'heure de donner une suite en lançant une nouvelle action ?

A propos du deuxième paquet «communautaire», Marc Goblet, Président de la FGTB Liège-Huy-Waremme déclare : «*Il se discute en fait dès maintenant.* » «*On doit maintenir la pression et se tenir prêts à riposter* » (*La Tribune des Travailleurs*, 30 mars 2008). Marc Goblet ajoute encore :

### **«On peut mobiliser en juin, avant les vacances » !**

Sensibiliser sur la gravité des enjeux, mobiliser dès maintenant afin de **préparer une grande manifestation nationale pour le tout début du mois de juin ? N'est-ce pas une absolue nécessité face aux dangers qui menacent ? Une manifestation nationale** sera l'occasion de redire, tous ensemble, comme la FGTB (et les autres syndicats) le disent depuis un an : **la Sécurité sociale (dans toutes ses branches), les conventions collectives, le droit du travail ne peuvent être régionalisés et doivent rester une compétence fédérale.**

Pour sa part, le Comité pour l'unité-Eenheidscomite a appuyé dès le départ, et dès avant les élections de juin, ces revendications essentielles de la FGTB. A partir d'une conférence tenue le 8 décembre 2007, une semaine avant la manifestation du 15 décembre, il a lancé une lettre ouverte aux membres des bureaux du PS et du SP.a pour exiger d'eux qu'ils reprennent en charge ces revendications essentielles de la FGTB, les revendications des manifestants du 15 décembre 2007. Une délégation du Comité unité-Eenheidscomite porteuse des signatures sur la lettre ouverte sera reçue prochainement par le SP.a et les démarches pour être reçus par le bureau du PS se poursuivent. Le Comité pour l'unité-Eenheidscomite s'engage à appuyer de toutes ses forces le travail de sensibilisation et de mobilisation pour réussir une grande manifestation syndicale avant les vacances.

(9 avril 2008)